

Ouagadougou, Burkina Faso
26 juin 2020

Communiqué de presse

Les Burkinabè sont prêts à sacrifier quelques-unes de leurs libertés pour la sécurité

Face aux menaces sécuritaires, la plupart des Burkinabè sont favorables à certaines restrictions de leurs libertés si cela s'avère nécessaire pour assurer leur sécurité, selon une nouvelle enquête d'Afrobarometer.

En grande majorité, les citoyens affirment qu'en cas de menace à la sécurité publique, le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers pour empêcher les gens de se déplacer, surveiller les communications privées pour s'assurer que personne ne prépare des actes de violence, interdire la diffusion de tout discours de haine, et réguler ce qui se dit dans les lieux de culte.

Ces avis semblent soutenir l'approche du gouvernement burkinabè qui, face à l'épreuve du terrorisme, a voté des lois restrictives de libertés comme l'état d'urgence, le couvre-feu dans certaines zones du pays, l'interdiction de publier « des images des attaques contre les forces de défense et de sécurité et les victimes de crimes de terrorismes », et la répression des « atteintes au moral des troupes engagées dans la lutte contre le terrorisme ». Dans le débat public, les partisans de ces restrictions estiment que la sécurité est la première des libertés, tandis que certains défenseurs des droits de l'homme émettent des inquiétudes, craignant un basculement des dirigeants politiques dans l'autoritarisme et pointant un risque d'instrumentalisation de ces lois restrictives pour bâillonner des critiques ou des adversaires politiques.

Résultats clés

- Plus des trois quarts (77%) des Burkinabè soutiennent qu'en cas de menace à la sécurité publique, le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers, contre 20% qui pensent que même dans ces circonstances les gens devraient pouvoir se déplacer dans le pays à tout moment du jour ou de la nuit (Figure 1).
- La même majorité (78%) des citoyens sont favorables au pouvoir du gouvernement, en cas de menace à la sécurité publique, de surveiller des communications privées, comme les téléphones mobiles, pour s'assurer que personne ne prépare des actes de violence (Figure 2).
- Encore, 78% des Burkinabè sont d'accord que le gouvernement interdise la diffusion de tout discours de haine, c'est-à-dire des nouvelles, informations, ou opinions destinées à attaquer ou à diffamer certains groupes sociaux (Figure 3).
- Enfin, deux tiers (65%) des Burkinabè sont également disposés à ce que le gouvernement ait le droit de réguler ce qui se dit dans les lieux de culte, surtout lorsque les prédicateurs ou les membres d'une congrégation menacent la sécurité publique (Figure 4).

Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, la gouvernance, et la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés

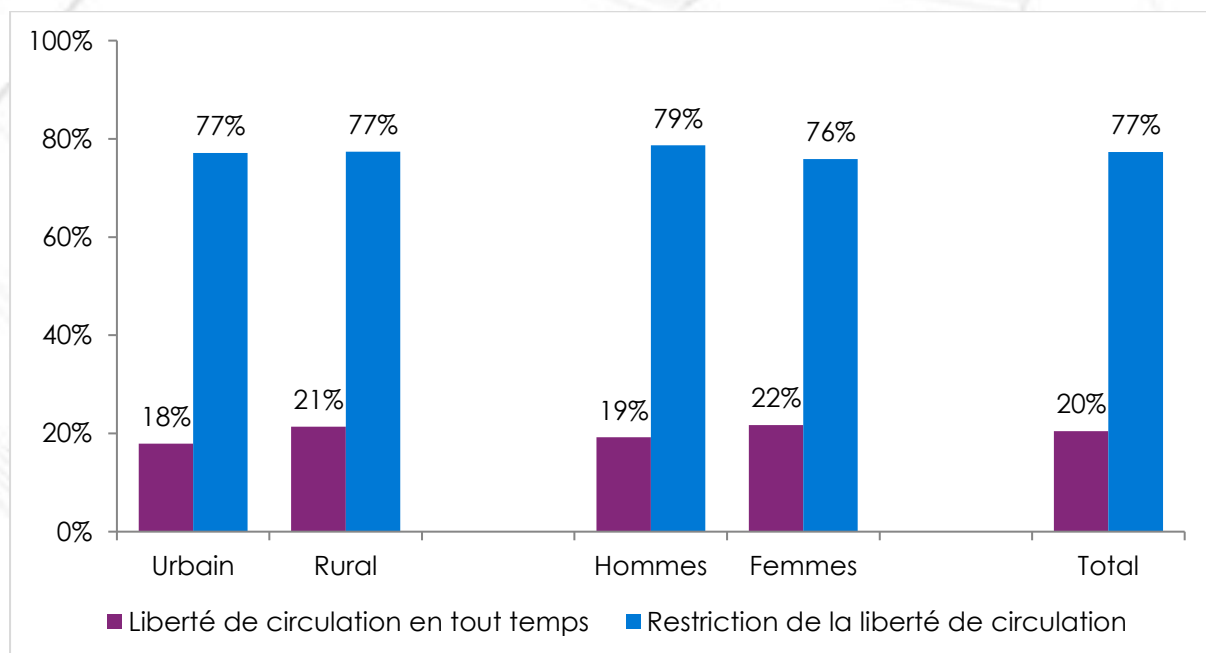
dans jusqu'à 38 pays africains entre 1999 et 2018, et les enquêtes du Round 8 sont actuellement en cours (2019/2020). Afrobarometer mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Burkina Faso, dirigé par le Centre pour la Gouvernance Démocratique, a interviewé 1.200 adultes burkinabè en décembre 2019. Pour assurer la sécurité des agents enquêteurs, Afrobarometer a ajusté son échantillon initial en remplaçant 12 communes dans les régions du Sahel, de l'Est, du Nord, du Centre-Est, et de la Boucle du Mouhoun par des communes plus sécurisées à l'intérieur des mêmes régions. Alors que ces substitutions pourraient avoir un léger impact sur les réponses à certaines questions (telles que celles liées à la sécurité), cette approche n'entache pas la représentativité de l'échantillon aux niveaux national et régional.

Un échantillon de 1.200 donne des résultats au niveau pays avec une marge d'erreur de +/- 3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Burkina Faso en 2008, 2012, 2015, et 2017.

Figures

Figure 1: Liberté de circulation face aux menaces à la sécurité publique | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2019



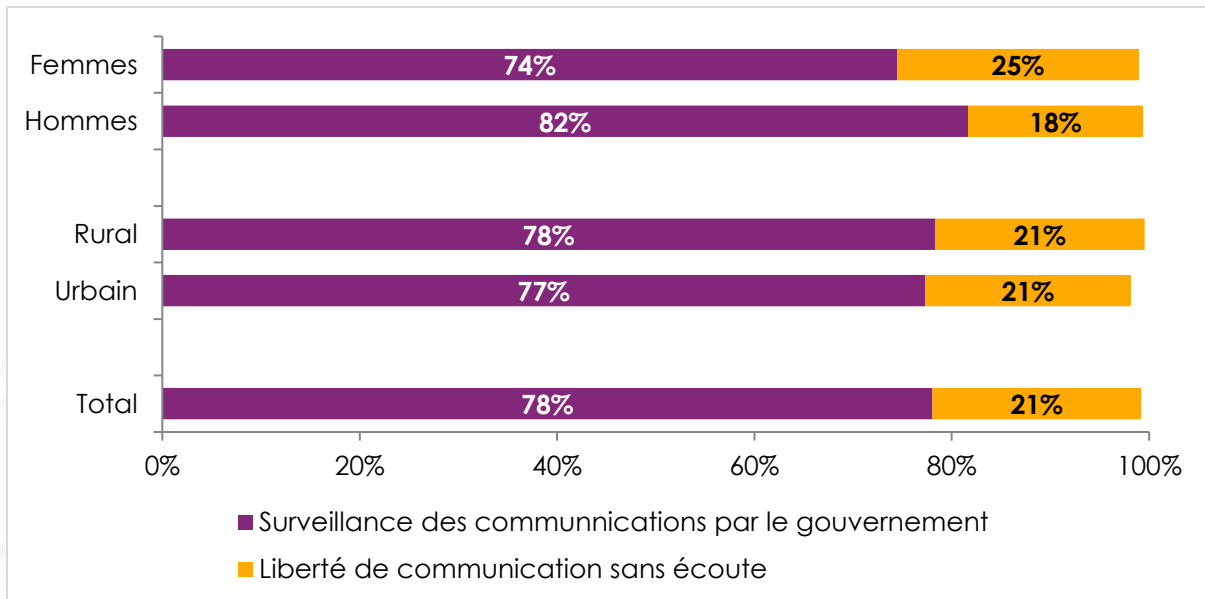
Question posée aux répondants: Discutons un peu du genre de société que vous voudriez avoir dans ce pays. Certaines personnes affirment qu'afin de protéger notre société de la violence, nous devrions limiter la liberté dont jouissent les citoyens. D'autres affirment que la liberté politique est trop importante pour être sacrifiée et doit toujours être sauvegardée, même si elle menace la sécurité du pays. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Même confrontés à des menaces à la sécurité publique, les gens devraient pouvoir se déplacer dans le pays à tout moment du jour ou de la nuit.

Affirmation 2: En cas de menace à la sécurité publique, le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers pour empêcher les gens de se déplacer.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 2: Liberté de communication face aux menaces à la sécurité publique | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2019



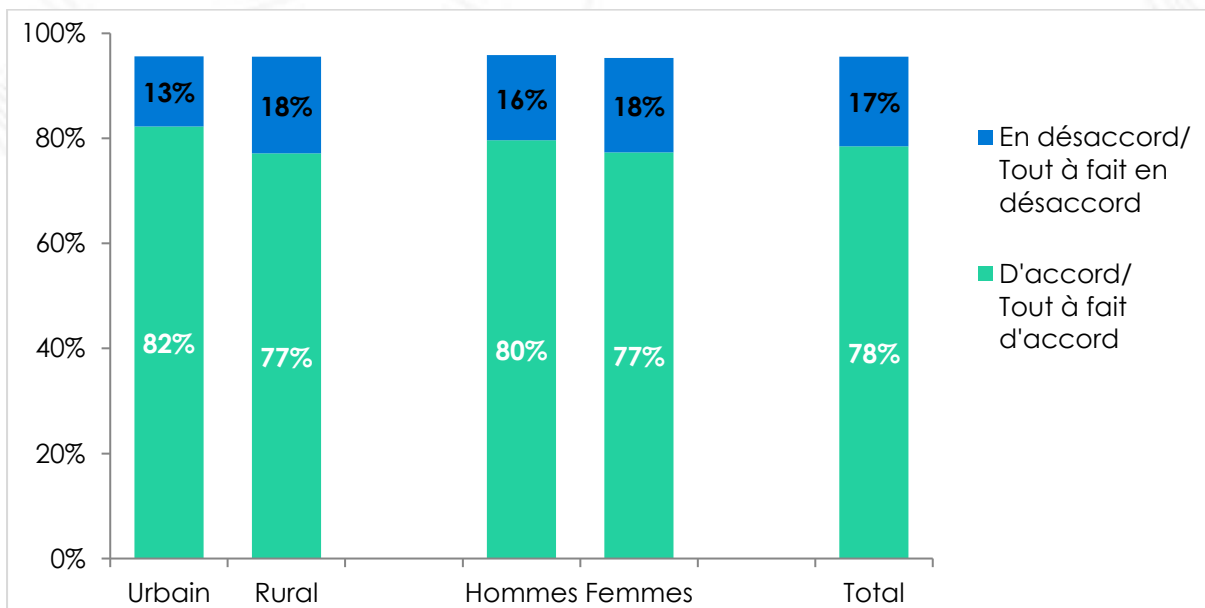
Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Le gouvernement devrait pouvoir surveiller les communications privées, par exemple sur les téléphones mobiles, pour s'assurer que personne ne prépare des actes de violence.

Affirmation 2: Les gens devraient avoir le droit de communiquer en privé sans qu'aucun organisme gouvernemental n'écoute ce qu'ils se disent.

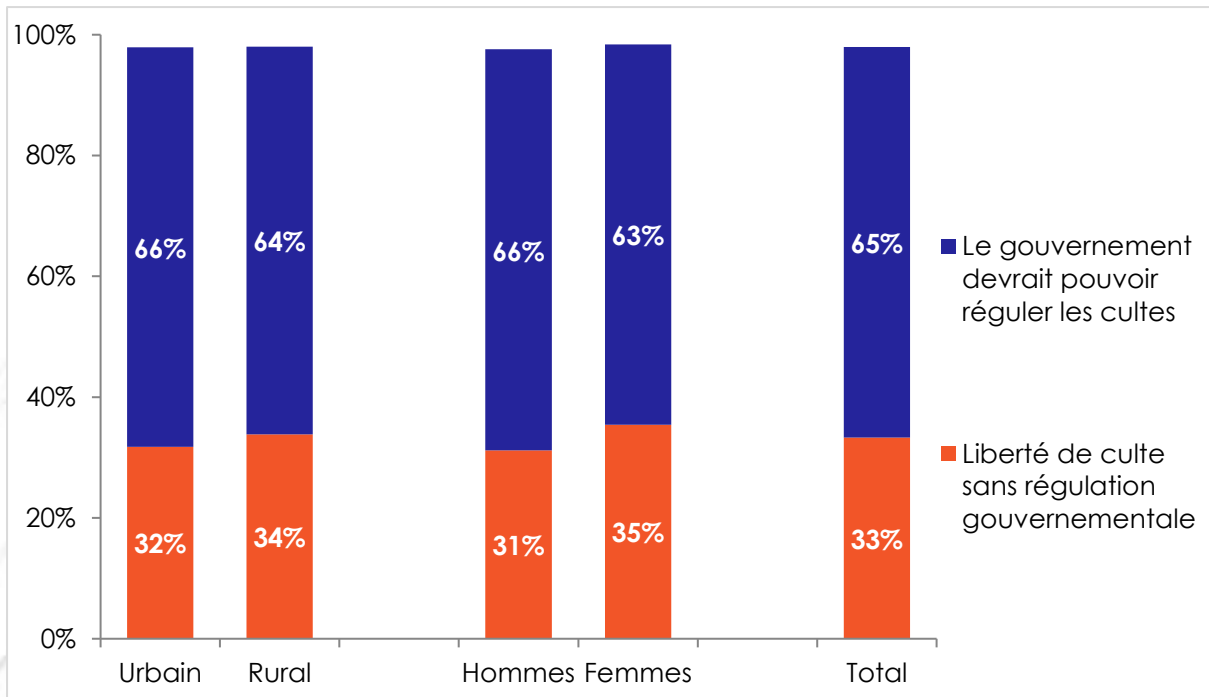
(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 3: Interdiction de tout discours de haine par le gouvernement | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: Dites-moi si'il vous plait si vous êtes d'accord ou en désaccord que le gouvernement devrait pouvoir limiter ou interdire le partage de tout discours de haine, c'est-à-dire des nouvelles, informations, ou opinions destinées à attaquer ou à diffamer certains groupes sociaux.

Figure 4: Liberté de culte face aux menaces à la sécurité publique | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: La liberté de religion et de culte est absolue; cela veut dire que le gouvernement ne devrait jamais réguler ce qui se dit dans un lieu de culte.

Affirmation 2: Le gouvernement devrait pouvoir réguler ce qui se dit dans les lieux de culte, surtout lorsque les prédicateurs ou les membres d'une congrégation menacent la sécurité publique.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Centre pour la Gouvernance Démocratique
 Augustin Loada
 Telephone:+226 76673232
 Email:aloda@hotmail.com

Veuillez consulter: www.cgd-burkina.org et www.afrobarometer.org

Suivez nos résultats à travers le hashtag #VoicesAfrica.

